

Développement des ressources humaines

Éducation, sécurité sociale et santé : L'investissement dans l'individu est le pilier du développement



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Éducation

Dans le monde en développement, le développement de ressources humaines adoptant une vision globale de l'éducation – de l'enseignement préprimaire et l'enseignement de base de qualité à l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et l'enseignement supérieur – permet aux individus de mener des vies meilleures et d'être heureux tout en assurant un développement socio-économique durable et en créant une société inclusive.

Cependant, 263 millions d'enfants et de jeunes en âge de fréquenter l'école dans le monde ne sont toujours pas scolarisés (UNESCO, 2018). On estime qu'au moins 610 millions d'enfants et de jeunes n'ont pas acquis les compétences de base en lecture et en mathématiques (UNESCO, 2017). En outre, il existe des disparités dans l'éducation en raison des facteurs associés à la pauvreté, au sexe, au handicap, à l'origine ethnique, à la langue et au lieu de résidence. Assurer une éducation de qualité pour tous les enfants est une priorité.

De plus, le chômage mondial des jeunes a connu une tendance à la hausse, il serait d'environ 13,1 % en 2017 (OIT, 2017). Il est nécessaire d'élargir l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et d'améliorer leur qualité. Alors que l'accès à l'enseignement supérieur s'améliore régulièrement, le taux brut de scolarisation étant passé de 18 % en 2005 à 31 % en 2016 (UNESCO, 2017), le développement du corps enseignant, la modernisation des installations et équipements et la mobilisation de financements pour la recherche restent à la traîne, ce qui pèse lourdement sur la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans ce contexte, la JICA aide les pays partenaires à assurer une continuité de l'apprentissage de qualité afin de répondre aux besoins éducatifs de chaque individu tout en adoptant une vision globale de l'éducation. La priorité est accordée à trois piliers : (1) l'amélioration de l'apprentissage des enfants, (2) le développement des ressources humaines pour l'innovation et le développement industriel, et (3) l'éducation pour l'édification de sociétés inclusives et pacifiques. Les activités de la JICA dans ce secteur comprennent une coopération au développement qui tire parti de l'expertise du gouvernement, des universités et du secteur privé du Japon, ainsi qu'une aide au développement des ressources humaines essentielles à la construction de la nation.

De plus, la JICA encourage un apprentissage mutuel mondial qui

transcende les frontières nationales et régionales et accumule des données sur les résultats de ses activités. Elle travaille également avec des homologues de pays partenaires et un large ensemble d'acteurs pour concevoir des solutions innovantes.

Sécurité sociale

L'amélioration de la sécurité sociale est un moyen de créer une société plus stable en réduisant la pauvreté et en permettant aux personnes de vivre en sécurité. Du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, la mise en place de systèmes de sécurité sociale est aussi un enjeu politique majeur dans les pays en développement. Certains pays asiatiques qui connaissent un vieillissement démographique et une évolution de la structure des maladies doivent développer des approches innovantes et répondre à de nouveaux besoins, notamment via des systèmes de soins intégrés communautaires et des services de santé sur le long terme. Il existe une forte demande vis-à-vis de l'expertise japonaise dans ces domaines ; de nombreux pays partenaires font part de leur désir d'apprendre du Japon pour développer de nouveaux systèmes et améliorer le fonctionnement des systèmes en place. La JICA offre une aide diverse pour répondre à ces besoins.

La construction d'une nation dynamique bénéficiant d'une croissance inclusive et durable nécessite la participation d'un large éventail d'acteurs – notamment des personnes handicapées – dans les activités socio-économiques. La convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par plus de 177 pays dont le Japon, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur.

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. En tenant compte du handicap dans l'ensemble de ses activités de développement, la JICA se concentre sur des aspects spécifiques tels que (1) l'intégration du handicap en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires et acteurs ; (2) l'amélioration des fonctions de l'administration publique par une sensibilisation visant à faciliter la participation sociale des personnes handicapées ; et (3) l'amélioration de l'accessibilité physique et à l'information.

Les pays en développement font également face à une multiplication des accidents du travail et des maladies professionnelles associés au développement économique ; parallèlement, ces pays manquent des capacités et des normes pour assurer la santé et la sécurité au travail tandis que leurs cadres de réglementation et d'application et leurs dispositifs de surveillance sont inadaptés. Les pays en développement doivent également promouvoir l'emploi des jeunes pour la stabilité sociale. Pour répondre à ces besoins, la JICA contribue à la création d'un environnement où toutes sortes de personnes, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées, peuvent travailler sereinement.



Égypte : Enfants dans une crèche soutenue par le projet d'amélioration de la qualité du développement de la petite enfance

Thaïlande : Projet de fourniture de services sociaux et sanitaires continus pour les personnes âgées



Santé

De nombreuses personnes dans le monde en développement perdent la vie en raison d'un accès insuffisant aux soins de santé. On estime qu'environ 300 000 femmes meurent de causes évitables liées à la grossesse ou à l'accouchement tandis que près de 6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans perdent la vie chaque année. Un enfant sur quatre souffre d'un retard de croissance à cause de la malnutrition. Neuf millions de personnes sont tuées chaque année par une maladie infectieuse. Les épidémies de maladies infectieuses émergentes et réémergentes posent une grave menace, en particulier pour les pays dont les systèmes de santé sont vulnérables.

Simultanément, les maladies non transmissibles, comme les maladies cardiovasculaires, constituent une nouvelle menace. Le vieillissement pèse non seulement sur les finances publiques, mais aussi sur les membres de la famille qui s'occupent des personnes âgées. Dans les pays en développement, où les systèmes de protection financière sont encore inadéquats, une grande partie des dépenses de santé est supportée directement par les individus. Le poids des dépenses de santé des ménages est susceptible de se traduire par des inégalités en termes de santé, mais aussi dans d'autres aspects de la vie.

Pour protéger la santé des personnes, il faut que l'ensemble de la population puisse bénéficier des services de santé essentiels dont elle a besoin sans avoir à souffrir de difficultés financières, c'est-à-dire atteindre la couverture santé universelle (CSU). Pour y parvenir, il est essentiel de coopérer avec les dirigeants et responsables de la santé, mais aussi

d'autres secteurs tels que les finances publiques. Lors de conférences internationales, la JICA partage les expériences et les enseignements tirés de ses activités. Elle travaille avec divers acteurs sur les différents moyens de promouvoir la CSU et saisit toutes les opportunités de renforcer la collaboration avec les parties prenantes pour atteindre ce but. En décembre 2017, par exemple, la JICA a co-organisé le Forum CSU 2017 [→ voir page 10].

Pour faire face à la propagation de maladies infectieuses par-delà les frontières, il faut endiguer les épidémies le plus tôt possible. C'est pourquoi la JICA se concentre sur la création de systèmes de santé résilients en dehors des périodes d'urgence en soutenant le renforcement des capacités et la mise en réseau des laboratoires de santé publique et des instituts de recherche liés.

L'amélioration de la santé maternelle et infantile (SMI) reste un problème majeur pour de nombreux pays en développement. La JICA relève ce défi aussi bien au niveau mondial qu'au niveau national. Par exemple, la JICA travaille avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la rédaction de lignes directrices sur les fiches de santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant tenues à domicile, dont le carnet SMI en tant qu'outil efficace pour assurer le continuum de soins SMI. La JICA s'efforce également d'améliorer la nutrition – cause de décès infantile et de maladies liées au mode de vie chez l'adulte – en coordination étroite avec différents secteurs, notamment l'agriculture, l'assainissement et l'éducation.

Concernant la nouvelle menace posée par les maladies non transmissibles, la JICA se concentre non seulement sur l'amélioration de l'environnement thérapeutique et diagnostic, mais aussi sur le développement des ressources humaines pour la prévention et la détection précoce. La JICA soutient les efforts de chaque pays contre les menaces émergentes en faisant une meilleure utilisation des systèmes de santé existants.

Pour répondre à ces besoins divers le plus tôt possible, la JICA doit travailler avec d'autres partenaires de développement pour accélérer le mouvement mondial vers la réalisation de la CSU, parallèlement au soutien apporté à chaque pays.

<Honduras : Projet de renforcement du système de soins primaires basé sur le « modèle de santé national »>

Augmenter nettement le taux de femmes enceintes recevant des soins prénataux pour sauver la vie des mères et des enfants



Membre du personnel d'une clinique montrant les dossiers médicaux de patients préparés par les ESF.

La mortalité maternelle et infantile du Honduras est exceptionnellement élevée par rapport aux autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à 129 décès pour 100 000 naissances vivantes (taux de mortalité maternelle) et 16,6 décès pour 1 000 naissances vivantes (taux de mortalité infantile). Afin de détecter de manière précoce les risques associés à l'accouchement et de réduire la mortalité maternelle et infantile, les femmes enceintes doivent bénéficier de soins prénataux réguliers. Cependant, le nombre de femmes suivies reste limité.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement du Honduras a créé des équipes de santé familiale (ESF) constituées

de médecins et d'infirmiers afin d'identifier dès que possible les problèmes de santé de chaque femme. La JICA a soutenu le renforcement des capacités des ESF dans deux départements par des formations et d'autres moyens. Les ESF ont ainsi encouragé les femmes enceintes à recevoir des soins prénataux, et le pourcentage de femmes ayant reçu ces soins a bondi, d'un tiers à la moitié dans un département et de 80 à presque 90 % dans l'autre département.

Le gouvernement du Honduras se prépare dorénavant à diffuser ce système à l'échelle nationale afin de fournir des services de santé ne laissant personne de côté, et de protéger les vies des mères et des enfants.